Journal pour la révolution et contre trop de choses pour en faire la liste ici

LE SEUM

Num 6
Hiver
2022

**(Argot) sentiment de colère, de frustration et de dégoût*

Edito

ON S'EN FOUT DE LEURS ÉLECTIONS !

On s'en fout de leurs élections. On s'en fout de leurs candidats. On ne veut rien avoir à faire avec eux. La compétition pour désigner qui donnera les ordres à la police ne nous concerne pas, nous savons bien que dans tous les cas les consignes seront de nous réprimer davantage *(Bunkérisation p.4)*.

Les réseaux sociaux nous ont habitués à voir les candidats pour ce qu'ils sont : des influenceurs qui se la jouent proche de nous pour mieux vendre de la merde. Les partis politiques sont des boutiques en ligne, leurs primaires ressemblent à des avis sur tripadvisor, sûrement tout aussi truqués.

Les interventions des candidats ressemblent à un programme télé : par ordre d'audience on y trouve des séries de flics, des films français racistes, des émissions d'Hanouna…

Choisir entre un crochet du gauche ou un direct du droit en pleine face ne nous intéresse pas. L'histoire nous l'a montré, l'actualité le confirme, la gauche n'est là que pour désarmer nos mouvements, les monnayer pour chopper quelques postes de ministres… et appliquer le programme de la bourgeoisie *(Chili p.13)*.

Le ou la lauréate laissera bien vite de côté le masque rieur ou compassionnel, pour revêtir le visage de cire des « responsabilités », des intérêts supérieurs de la nation, de la compétitivité, de la mise au travail… *(Garantie jeune p.16)*

Il ou elle nous lira gravement le texte qui défilera sur le prompteur, face caméra. Nous dira dans des termes choisis que le temps est venu des sacrifices, de la rigueur et de l'austérité, qu'il faut bien payer la dette parce que sinon c'est nos enfants qui trinquent blabla… tout en nous promettant un monde d'après plein d'espoir, de sucre et de miel.

Quant aux constructeurs de partis, aspirants à la direction de nos luttes, qui utilisent ces élections pour mettre la lumière sur leurs startup, plateformes diverses, nous ne leur accordons pas plus de considération.

Pour tout cela et plus encore, parce que la lutte contre l'exploitation ne sera victorieuse qu'en mettant à bas tous les États, parce que accepter le jeu électoral c'est participer à le renforcer nous disons merde à leur politique et vive la révolution *(Kazakhstan p.14)*.

BRÊVE — On nous a « encore » donné des miettes...

Entre décembre et février ont été versés les fameux 100 euros de prime, initialement pour compenser l'augmentation du coût de l'essence, puis transformés en indemnité inflation pour l'essence, l'électricité, le gaz… On ne compte même pas encore l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base. On ne s'infligera pas de calcul, mais il apparaît évident que cette prime, c'est rien comparé à la flambée du coût des dépenses de survie quotidienne.

Cette « compensation » est d'autant plus de la poudre aux yeux qu'elle est loin de coûter cher à l'État qui, tout en s'ennorgueillant de nous donner des aides sociales, remplit ses caisses grâce aux taxes sur les carburants, et ce proportionnellement à la montée du prix de l'essence…

On nous annonçait également dernièrement, dans la grande humanité qui caractérise EDF, que les coupures d'électricité en cas d'impayé seraient dorénavant suspendues, même hors trêve hivernale. Sauf, car évidement il y a un « sauf », qu'il y aura quand même une limitation de la puissance utilisable : impossible, par exemple, d'utiliser le chauffage. On a de la lumière pour s'éclairer alors qu'on paye pas, on ne va pas en plus se plaindre d'avoir froid. EDF, donc, choisira pour nous ce qu'on a le droit d'utiliser. Lumière, internet, et à peine une douche. Une sorte de RSA électricité, qu'il faudra quand même finir par rembourser…

Comme le martèlent les politicards économistes, le risque de l'inflation, c'est la grogne sociale… On ne peut qu'applaudir la ténacité avec laquelle l'État ne nous donne que des miettes, et on l'imagine bien, en espérant éviter des protestations, ou même des mouvements comme celui des Gilets Jaunes. Mais vu la taille des miettes, et ce qu'il nous reste dans le porte-monnaie au milieu du mois, on ose penser que 100 balles ça ne va pas changer grand chose…

Castex essaie de répondre à la colère populaire

BUNKÉRISATION

Cela n'aura échappé à personne, les discours d'extrême droite foisonnent partout. Les politiciens nationalistes et réactionnaires, comme Trump (États-Unis), Bolsonaro (Brésil), Orban (Hongrie), Kaczyniski (Pologne), Modi (Inde), et en France les candidats Le Pen et Zemmour, saturent l'espace médiatique. L'idéologie d'extrême droite agit aussi dans la rue. Aux États-Unis, les milices peuvent butter des manifestants en toute impunité (le récent acquittement de Kyle Rittenhouse, un jeune facho qui a tiré sur des contestataires, en est un bon exemple). En France aussi les fafs se sentent pousser des ailes : attaque de la manif anti-pass à Toulouse en septembre, attaque d'un local militant à Montpellier en décembre, « ratonnades » régulières dans le centre de Lyon, etc.

On serait tenté de relier cette progression de l'extrême droite à un autre phénomène : la montée de l'autoritarisme d'État et l'explosion des violences policières, qui se manifeste peu ou prou dans tous les États dans le monde, à des degrés divers, évidemment, mais suivant un mouvement qui prend toujours la même direction.

Or, si les deux phénomènes sont sans doute liés, il faut quand même les distinguer. L'idéologie d'extrême droite est, comme son nom l'indique, une idéologie. L'accroissement de la répression, elle, est un fait qui n'est pas lié seulement aux idéologies, c'est-à-dire à ce que déclarent ouvertement les acteurs. C'est un phénomène mondial qui se manifeste par ce qu'on peut appeler la « bunkérisation » de l'État.

Il s'agit une évolution tendancielle des États capitalistes contemporains : les décisions sont de plus en plus souvent imposées autoritairement par un État surarmé plutôt que par l'usage des instruments destinés à fabriquer du consentement que sont le vote et le « débat démocratique ». Ces derniers paraissent en effet quelque peu grippés, usés, et dévalorisés un peu partout.

Difficile, bien entendu, de donner en quelques lignes les raisons d'une telle évolution générale. Disons quand même que cela a certainement beaucoup à voir avec les crises récentes que le capitalisme a dû affronter : crise financière de 2007-2008, de la dette souveraine en

2010, crise sanitaire depuis 2020 qui ne fait que renforcer les niveaux de la dette étatique, bref, difficultés constantes à dégager des profits. Si ces difficultés ne sont pas nouvelles dans le capitalisme, la manière de les résoudre, elle, change en permanence. Et l'impression que donne la période actuelle, en deux mots, c'est qu'il y a de moins en moins de carottes à distribuer (la carotte, dans le monde capitaliste, c'est des hausses de salaire et des aides sociales), et donc qu'il faut donner un peu plus de bâton (donc de la répression et de l'idéologie). Là encore, rien de bien nouveau, mais plus la crise angoisse les États capitalistes, moins ils retiennent leurs coups…

Alors il est certain qu'une partie des politiciens sont tentés par le recours à une idéologie nationaliste et réactionnaire pour justifier ces coups de bâton : et de fait, partout dans le monde, c'est d'abord au nom de ce genre d'idéologie que la bunkérisation de l'État est en train de se développer. Mais certains segments de la bourgeoisie capitaliste, qui sont en permanence en concurrence les uns avec les autres, peuvent aussi s'appuyer sur d'autres idéologies pour parvenir au même résultat.

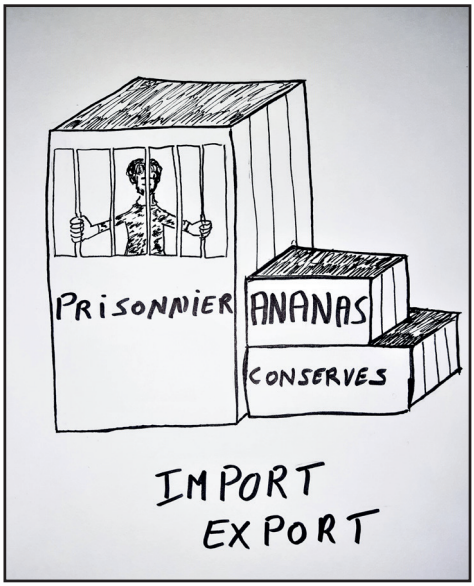
La bunkérisation de l'État pourrait aussi bien se renforcer sous des motifs sanitaire, écologique, fasciste, démocrate, sécuritaire, antiterroriste, etc. (rayer la mention inutile) : les prétextes ne manquent pas, et ils ne seront pas tous puisés dans le catalogue nauséabond des idées d'extrême droite…

DÉLOCALISER LA TAULE : MODE D'EMPLOI

Nous relayons une information édifiante qui vous a peut-être échappé, noyée dans le flux de l'actualité Covid : le Danemark va louer 300 places de prison au Kosovo, pour y interner des prisonniers condamnés au Danemark et faire de la place dans ses taules nationales.

Les autorités danoises, en fait, n'ont rien inventé. Il semble que c'est à l'État belge qu'on doit cette riche idée : l'administration pénitentiaire belge a loué, en 2010, 500 cellules dans une prison des Pays-Bas, pas trop loin de la frontière. C'est qu'il y avait de la place dans les taules néerlandaises, alors autant la rentabiliser, n'est-ce pas : la location a coûté 42 millions d'euros par an à la Belgique. L'arrangement se voulait provisoire, le temps que la Belgique construise de nouvelles prisons.

Mais les 650 prisonniers belges n'ont rempli qu'une seule prison des Pays-Bas – dans une ville qui s'appelle Tilbourg. Il restait des cellules vides dans les autres : en 2015, 242 prisonniers norvégiens ont été eux aussi transférés aux Pays-Bas, cette fois-ci au nord du pays, à Norgerhaven. Prix à payer pour la Norvège : 25,5 millions d'euros par an. Le débat est ouvert entre les gestionnaires : pour ou contre la délocalisation de la prison ? Et ceux qui sont pour comme ceux qui sont contre ne sont pas avares d'arguments humanistes. Pour, parce qu'on limite la surpopulation carcérale, regardez en France, c'est quand même pas jojo. Contre, parce que comment faire pour rendre visite aux prisonniers ? Le voyage coûte au moins 500 euros par personne. Mais ils pourront « communiquer avec leurs familles via Skype », assurait en 2015 la directrice de l'administration pénitentiaire norvégienne. Nous voilà rassurés. Et l'aide juridique, et la réinsertion, et pouvez-vous garantir les conditions de détention ? C'est qu'il faut une sacrée logistique pour maintenir l'illusion d'une prison à visage humain. L'illusion, au fait, n'a pas été maintenue, en tout cas pas plus que d'habitude : un rapport du médiateur de la justice norvégienne signalait en 2016 que les autorités « n'avaient pas réussi à garantir une protection adéquate contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants ». Sans blague.



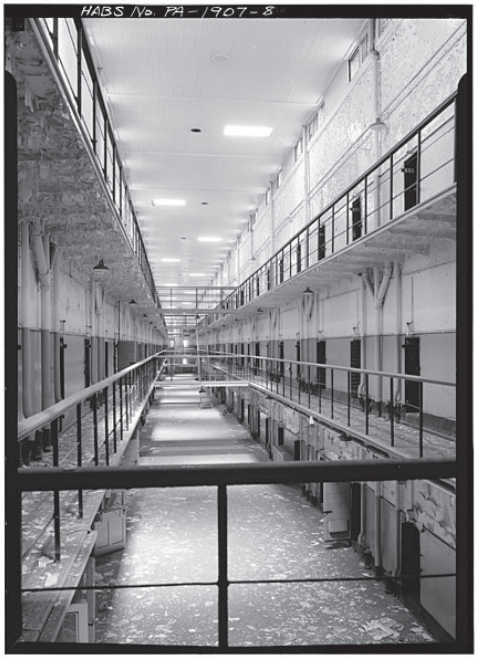
Revenons à l'actualité récente. L'accord entre le Danemark et le Kosovo présente quelques nouveautés. D'abord la distance entre le pays où les prisonniers ont été condamnés et le lieu d'enfermement : 2000 kilomètres, un record. Ensuite le critère de tri entre les prisonniers « exportés » et les autres : ceux dont le Danemark se débarrasse, ce sont les prisonniers étrangers qui seront expulsés vers leur pays d'origine à la fin de leur peine, ce qui fait des détenus étrangers quelque chose comme des « prisonniers de seconde zone » ; l'État danois veut « envoyer un signal clair que les étrangers condamnés à l'expulsion doivent quitter le Danemark », apprend-on dans un article du Monde. Le signal est clair, en effet.

Il y a aussi une déclaration de la ministre kosovare de la Justice qui ne manque pas de piquant : l'accord avec le Danemark serait « la reconnaissance du Kosovo et de ses institutions comme un pays sérieux ». C'est que le Kosovo est un tout jeune État, pas encore reconnu par l'ONU et l'Union européenne, pour diverses raisons historiques. En tout cas, madame la ministre pense que la respectabilité étatique internationale s'acquiert en faisant la démonstration d'une compétence de maton – et le pire, c'est qu'elle a probablement raison.

Il y a enfin l'arrangement financier. En plus des 210 millions d'euros sur dix ans que le Danemark va verser au Kosovo pour ses bons offices pénitentiaires, il y aura une autre « aide », de 6 millions d'euros par an. En bonus. Devinez pourquoi faire ? « Au titre de la transition écologique ». Oui, vous avez bien lu.

On savait déjà que la transition écologique pouvait servir à beaucoup de choses. Par exemple, à augmenter le prix de l'essence pour faire casquer les prolétaires obligés de prendre la voiture pour aller au boulot, sans que le petit patron qui fête ses bénéfices de l'année en s'achetant son deuxième SUV ne soit le moins du monde inquiété. Il s'avère qu'elle peut aussi servir à monnayer la sous-traitance carcérale entre États, voire à (tenter de) faire oublier des politiques nationalistes. Dans un monde qui se couvre de murs et de camps de migrants, l'externalisation carcérale, voire bientôt concentrationnaire, contre subventions écologiques, a sûrement un bel avenir devant elle.

Reste à tout faire pour détruire cette société – États, prisons, frontières et argent compris – avant d'en arriver là.



LE SEUM VOUS CONSEILLE #6

Immersion dans le prolétariat américain sans fantasme ni stéréotype.

Cette série dépeint le sort d'une jeune femme, Alex, qui quitte la caravane familiale avec sa fille Maddy suite à un accès de violence de son petit ami et qui se retrouve alors à la rue puis confrontée aux services sociaux, à la justice, aux patrons, à la famille, aux propriétaires…

SÉRIE

La série décrit avec réalisme et ironie les galères de cette prolétaire : de l'aberration du rapport aux aides d'État aux taudis dans lesquels on se retrouve logé quand on n'a pas les moyens de sa propre reproduction en passant par les tafs de merde qu'on doit accepter. La question des thunes (et du peu qu'un salaire de femme de ménage permet de faire) y est imagée avec humour et le rapport aux patrons (intéressés que par leur plus-value) et aux bourges (chez qui Alex fait le ménage et qui la traitent avec le mépris habituel de leur classe) est criant de vérité et fait facilement écho à nos réalités. Dans le capitalisme tout est une contrainte pour ceux qui n'ont rien, et les galères ne vont jamais seules !

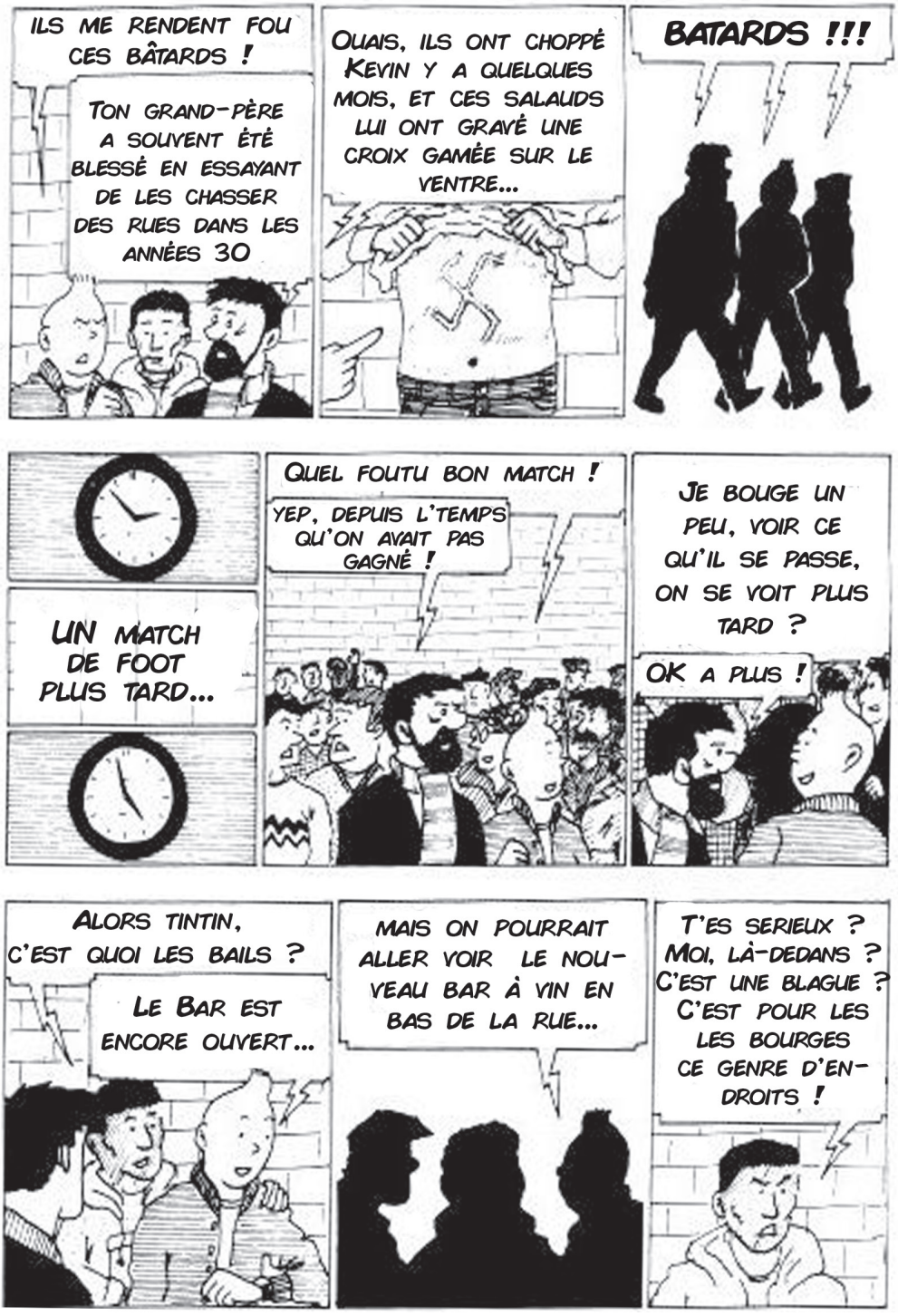
MAID

La question des violences conjugales est également traitée ainsi que l'engrenage que cela provoque, sans manichéisme ni idéalisme. Le tout en montrant bien en quoi elles permettent de maintenir les femmes enfermées dans l'unité économique de la famille.

La fin a évidement une petite odeur d' « American Dream » car pour les capitalistes à la tête de Netflix le prolétariat est toujours à sauver, il ne sera jamais question qu'il se sauve lui-même en abolissant les règles du jeu… Mais cela n'enterre pas l'intérêt de la série, qui donne quand même envie d'enchaîner avec un petit « Joker » pour satisfaire notre haine de classe décuplée !

Depuis SEUM #2, nous publions en feuilleton la BD "Vive la révolution !" en anglais Breaking free. Ce pastiche de Tintin est une œuvre d'agitation révolutionnaire, publiée pour la première fois en 1988. Les épisodes précédents sont aussi dispo sur l'instagram du SEUM

DANS LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS, Tintin, un jeune ouvrier anglais, se fait virer de son travail après avoir baffé son patron. Son oncle« le capitaine», lui trouve une place sur un chantier. Les deux enragent de construire, pour un maigre salaire, des apparts de luxe qu'ils ne pourront jamais se payer... Enfin, à moins d'une bonne révolution! A côté de chez eux, des jeunes squatteuses se sont installées et c'est tant mieux, ça remplit les maisons vides! En revanche, le problème c'est que la mairie n'entretient plus le quartier... pour favoriser les opérations immobilières des promoteurs ! Faut dire que de plus en plus de bourgeois s'y installent. Sur le chemin pour voir un match de foot, Tintin et ses amis croisent des fascistes qui distribuent leur torchon, ça part en baston...


ILS ME RENDENT FOU CES BÂTARDS !
TON GRAND-PÈRE A SOUVENT ÉTÉ BLESSÉ EN ESSAYANT DE LES CHASSER DES RUES DANS LES ANNÉES 30
OUAIS, ILS ONT CHOPPÉ KEVIN Y A QUELQUES MOIS, ET CES SALAUDS LUI ONT GRAVÉ UNE CROIX GAMÉE SUR LE VENTRE...
BATARDS !!!
UN MATCH DE FOOT PLUS TARD...
QUEL FOUTU BON MATCH !
YEP, DEPUIS L'TEMPS QU'ON AVAIT PAS GAGNÉ !
JE BOUGE UN PEU, VOIR CE QU'IL SE PASSE, ON SE VOIT PLUS TARD ?
OK A PLUS !
ALORS TINTIN, C'EST QUOI LES BAILS ?
LE BAR EST ENCORE OUVERT...
MAIS ON POURRAIT ALLER VOIR LE NOUVEAU BAR À VIN EN BAS DE LA RUE...
T'ES SERIEUX ? MOI, LÀ-DEDANS ? C'EST UNE BLAGUE ? C'EST POUR LES LES BOURGES CE GENRE D'ENDROITS !

ALLEZ, VA ZY, RAMÈNE-TOI KEV! ON VA RIGOLER... SI TU VIENS PAS TU VA REGRETTER APRÈS!
ALLEZ, ON SE BOUGE, ON POURRAIT DÉJÀ ÊTRE EN TRAIN DE BOIRE DES COUPS
ascals
EUH... S'IL VOUS PLAIT, 3 DEMIS DE PICON-BIÈRES !
DÉSOLÉ, ON NE SERT PAS DE PICON-BIÈRE ICI...
D'ACCORD, ALORS METTEZ NOUS 3 DEMIS DE BIÈRE BLONDE...
PAS DE BIÈRE
VOUS SERVEZ QUOI, ALORS? DU VIN SUPER CHER POUR LES BOURGES? BAH METTEZ-NOUS ÇA...

JE CRAINS DE N'AVOIR RIEN POUR VOUS MONSIEUR, ALORS MAINTENANT, PARTEZ !
QUOI ?
C'EST QUOI VOTRE PROBLÈME, MON ARGENT VAUT BIEN CELUI DES AUTRES, EN PLUS J'SUIS DU QUARTIER...
VOUS REFUSEZ DE PARTIR?
ME TOUCHE PAS, DÉJÀ ! TOI ET TES VIEUX CLIENTS BOURGES, VOUS VOUS CROYEZ CHEZ VOUS DANS NOTRE QUARTIER...
AU CONTRAIRE, C'EST TOI QUI N'ES PAS CHEZ TOI ICI... CHARLES, APPELLE LES FLICS !
SALE BÂTARD!! JE VAIS T'ÉCLATER
CHARLES !
TU M'AS APPELÉ, HENRI ?
AMENEZ-VOUS !

CUL SEC, GROS !
ALLEZ ON BOUGE, LES FLICS VONT DÉBARQUER !
WINE BAR
ATTENDEZ UNE MINUTE...
WINE BAR

À SUIVRE...

SEUM INTERNATIONAL

UN PUEBLO SENTADO JAMAS SERA CANSADO

(Un peuple assit jamais ne se fatiguera)

L'affiche était splendide : seule une démocratie établie peut assurer un tel spectacle. Après deux ans de combats de rue suite à une énième réforme ultralibérale, queue de comète d'une dictature de presque vingt ans, le Chili se payait le luxe d'une nouvelle Constitution et d'une élection présidentielle dramatique.

Avec à ma droite José Antonio Kast, héritier direct et revendiqué du sanguinaire Pinochet, et à ma gauche Gabriel Boric, ex leader étudiant de la gauche radicale, rassembleur de toute la gauche, mouvements alternatifs et indigènes (particulièrement réprimés). De quoi en faire pâlir de jalousie par chez nous ! La revanche tranquille du coup d'État militaire de 1973 ou le retour aux ténèbres, quoi ! Doté d'un programme honorablement progressiste (ce qui là-bas équivaut, en gros à celui de notre Front populaire de 1936) notre vaillant petit « libertador » remporta la présidence de la République.

Même si on est plus que sceptiques vis-à-vis des politiciens providentiels on s'est dit qu'au moins un paquet de prisonniers des dernières luttes sociales allaient sortir. Qu'on allait relâcher la pression aux indigènes mapuches du Sud qui vivent sous un état de guerre qui date de la dictature, réduire le temps de travail, établir une sécurité sociale, légaliser l'IVG, épurer enfin les forces de l'ordre. Enfin, on demandait ni la lune ni la fermeture de Guantanamo !

Et notre Melanchón austral fit ses premières déclarations : patience camarades !

Et que je te nomme un banquier libéral à l'Économie, et que je n'aie que le mot « modération » à la bouche, et que j'engueule mes ex compagnons de combat en leur rappelant que je suis le président de « tout le monde » (lire de mes supposés ennemis) et que je vous annonce que l'amnistie des condamnés ou l'expropriation des gros capitalistes se fera « au cas par cas »…

C'est le syndrome Allende (du nom du président socialiste assassiné par les militaires en 1973) ou quoi ? Parti comme ça, on ne peut en tirer qu'une conclusion : « Caramba ! Encore raté ! »

Ce qui aura au moins servi à rappeler, au cas où vous auriez des élections près de chez vous, qu'elles ne changeront jamais votre condition. Vaut mieux s'en charger soi-même.

LE CHILI A UN NOUVEAU PRESIDENT DE GAUCHE, GABRIEL BORIC

SOULÈVEMENT AU KAZAKHSTAN : COMPLOT OU LUTTES DES CLASSES ?

Le soulèvement au Kazakhstan survenu au début du mois de janvier 2022 a été bref. Pourtant il a vu se succéder plusieurs phases.

Il y a, tout d'abord, les protestations et manifestations contre la suppression de l'encadrement du prix du gaz à partir du 1er janvier, ce qui signifie, dans ce pays immense, une hausse immédiate et brutale des prix du transport et des produits de première nécessité. Les revendications se sont rapidement élargies face à un État largement corrompu.

Le mouvement est devenu un véritable soulèvement, avec des affrontements violents, la possible défection d'une partie des forces de l'ordre et la panique qui s'est emparée des gouvernants (nombre d'entre eux ont fui vers les pays voisins). Puis le président en place a profité des circonstances pour éliminer le clan de l'ancien président dont il était jusque-là l'obligé et a fait appel à la puissance tutélaire du Kazakhstan, la Russie, pour reprendre le contrôle du pays.

Durant ces événements, les différents acteurs et commentateurs ont développé des discours qui ont surtout pour objet de soutenir leur action spécifique. Ainsi, le président en place a prétendu, le 5 janvier, que les émeutes et affrontements étaient le fait de milliers de terroristes étrangers infiltrés dans les manifestations. Une telle vision conspirationniste est courante de la part de gouvernants qui préfèrent voir dans les révoltes les effets d'une influence néfaste plutôt que la conséquence de leur politique. Dans ce cas précis, il y avait aussi une autre justification à ce mensonge : les accords de

défense avec la Russie imposaient de prétendre que le Kazakhstan était attaqué par un ennemi étranger pour obtenir l'appui des troupes du puissant voisin.

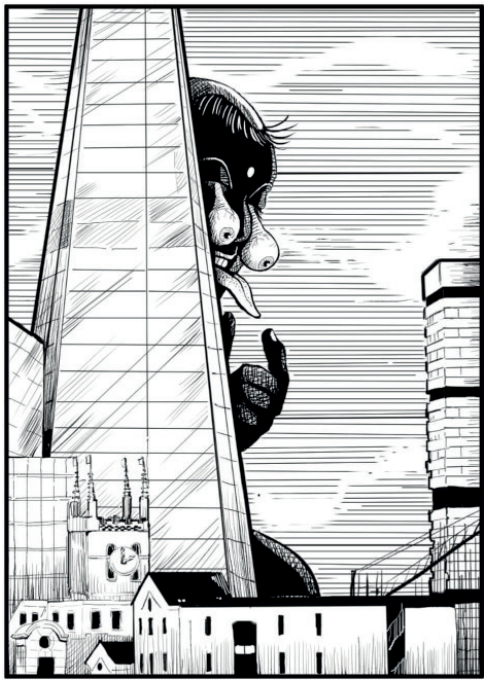
Face à la vision complotiste développée par le pouvoir kazakh, l'opposition libérale, qui est ultra-minoritaire et essentiellement composée d'intellectuels en exil, a développé un contre-discours tout aussi complotiste, complaisamment relayé par les médias occidentaux. Selon le vieux principe du « à qui profite le crime ? », l'opposition libérale a ainsi affirmé que, puisque le président en place a profité de cet épisode pour liquider le clan du président précédent, les affrontements les plus violents étaient le fait de bandes manipulées par le pouvoir lui-même. Les troubles ainsi fomentés auraient permis au président en place de justifier les mesures d'épuration interne et l'appel à la Russie.

« Agents de l'étranger » contre « agents du pouvoir » : il faut remarquer que dans les deux cas, c'est l'idée que le prolétariat puisse agir de lui-même de manière violente contre l'État qui est considérée comme impensable. Les témoignages et analyses les plus fiables sur le soulèvement montrent certes que les affrontements ont été, comme c'est toujours le cas, confus et indécis. Il est possible que des prolos se soient organisés entre eux, sur la base de leur lieu de travail, de leur quartier, voire de leur position politique, ce qui, vu de l'extérieur, peut être pris pour une intervention de « bandes » : pour autant, cela ne change pas la nature du soulèvement, essentiellement prolétarien et dirigé contre une situation économique et sociale insupportable.

Pour plus d'infos, en particulier sur la place du Kazaksthan dans la région et dans l'économie mondiale, et sur le lien entre ce soulèvement et la vague en cours, voir la brochure sur le site camaraderevolution.org ou sur asaprevolution.net

On nous avait aussi fait le coup pendant les GJ : on a entendu dire que les black blocs sont des flics inflitrés ou que derrière les Gilets Jaunes c'est Moscou qui tirait les ficelles.

"A little learning is a dangerous thing" : les discours complotistes s'appuient sur les détails complexes et contradictoires des événements pour en travestir le sens global.



LUTTES, ASTUCES ET SABOTAGES

Vous avez une astuce, une histoire à partager ? Des pratiques de sabotage, de résistance, ou des petites anecdotes que vous avez envie de diffuser ? Des histoires de luttes, de grèves, qui mettent un peu de baume au coeur? Envoyez-nous vos récits par mail (seum@riseup.net), nous publierons ceux qui nous plairont... dans un arbitraire total.

Pour ce numéro on a été gâtés et on vous partage le récit d'une autoréduction ainsi qu'un témoignage autour de la Garantie jeune !

EMMERDES GARANTIES POUR LES JEUNES

Mise en place depuis plusieurs années la Garantie Jeune (GJ) est un dispositif qui permet aux moins de 25 ans sans revenu de toucher un RSA pendant un an. Mais pour chopper ces miettes, c'est un parcours du combattant. Retour sur une expérience à Toulouse avant le Covid.

La Garantie jeune commence par un mois de pseudo-formation en groupe encadrée par des animateurs de la mission locale. Le but de ce mois est d'apprendre les bases du CV, des lettres de motivation mais aussi de savoir être "présentable" en entretien d'embauche, s'exprimer "correctement", fournir les bons papiers à un recruteur, etc.

C'est looong un mois, surtout quand les tafs proposés consistent à déboucher les chiottes ou bien à ouvrir des boîtes de conserve.

Tellement long qu'on finit par nous occuper en faisant du collage découpage pour raconter une expérience positive ou bien en nous faisant créer un blason à la gloire du travail et de la Garantie jeune. En définitive, ce mois de formation a surtout pour but de bien nous faire comprendre que : « TOUT SALAIRE MÉRITE TRAVAIL. » Parce que au final, ce programme est surtout un suivi renforcé des jeunes chômeurs. Si l'on veut toucher l'indemnité, il va falloir la mériter.

Les conseillers sont des flics sociaux, même si certains le font avec de bonnes intentions et pensent nous protéger des mauvais patrons (lol)

Passé ce premier mois en groupe, on apprend que pour l'année qui suit, une fois par mois minimum (tout cela dépend si les formateurs nous attribuent la mention « autonome » ou pas) un rdv est fixé pour faire un point sur notre recherche d'emploi et venir fournir des justificatifs pour débloquer l'aide.

Les justificatifs se présentent sous la forme de semainiers – des tableaux quoi, à remplir. On y explique en quoi a consisté notre recherche d'emploi du mois passé. On doit récolter au moins 4 tampons par demi-journée, des différentes entreprises où on aurait postulé pour un travail ou un stage (soit 40 tampons différents par semaine - autant dire que ce n'est pas réaliste, vive google image).

Si l'on ne vient pas ou que les justificatifs sont jugés insuffisants, on peut se faire sucrer l'alloc du mois. Fort heureusement ils ne la coupent pas systématiquement, c'est la menace brandie, mais l'expérience a montré que c'est au bon vouloir du conseiller.

Dans l'antichambre du contrôle des précaires

On nous prend au plus jeune âge pour qu'on intègre vite l'idée que si on est dans la galère et qu'on compte sur les aides d'État, la contrepartie sera le contrôle de nos vies.

Ce dispositif, c'est aussi un vivier de chair à patrons pour les tafs merdiques avec des horaires ridicules. On y propose par exemple des CDI à 8h/semaine. L'alloc versée est dégressive en fonction du salaire touché : l'aide s'arrête quand on touche un smic à plein temps. L'État assure ainsi que la jeune main d'œuvre sous-payée puisse quand même se loger et manger assez pour retourner bosser.

Le tableau ne donne pas envie mais quand on n'a pas de thune ça peut dépanner. Certains sont contraints par la justice à suivre ce dispositif, comme peine alternative à la prison ou dans le cadre d'une réinsertion après un séjour en taule…

C'est donc un espace de rencontre d'autres galériens, où on peut se filer des astuces pour supporter cette GJ et resquiller le plus possible.

Nos « tips » si vous vous y retrouvez :

• La GJ c'est 500 balles, et c'est tout. Le reste (accès à des formations, aides à trouver un taf…) c'est du mytho et en définitive du flicage.

• On peut sortir un projet professionnel différent par mois, le tout est de paraître sûr de soi et autonome.

• Dès que possible, s'autoriser à ne pas faire tout ce qui est exigé. Si les conseillers commencent à gueuler, ne pas hésiter à leur dire que les tâches ne vous servent à rien que vous savez déjà les faire etc.

• Trouver des stages chez des potes (pour bosser le moins possible). Ça peut être dans une association ou avec certains auto-entrepreneurs. Si vous réussissez c'est 2 mois tranquille assuré.

Le manque de retour sur d'autres formes de débrouille, comme cumuler salaire + aide, nous empêche d'en parler.

Si vous avez envie de nous partager vos expériences avec la Garantie jeunes ou encore vos conseils pour gruger n'hésitez pas à nous les envoyer, on se fera un plaisir de les lire et pourquoi pas les publier dans un prochain numéro !

Comment se mettre bien pour le nouvel an ?

On a vécu à nouveau, à la fin de l'année, l'éternelle comédie des fêtes du monde marchand. Pendant ce temps-là, on est mondialement confrontés à un impressionnant phénomène de hausse des prix. On s'est dit : pourquoi pas raconter une petite action réussie il y a quelque temps, qui colle avec l'ambiance… Malgré ce titre pompeux, on n'a aucunement la prétention de proposer un manuel parfait qu'il suffirait d'appliquer mais bien plutôt de donner quelques pistes visant à la diffusion d'une pratique selon les possibilités, envies et contextes de chacun.

Les fameuses « fêtes » de fin d'année n'en sont pas vraiment quand le frigo résonne et le compte bancaire est dans le rouge. Cette année-là on avait donc décidé de s'organiser collectivement pour festoyer correctement et reprendre ce qui nous est dû sans rien demander. Il nous a fallu une semaine de préparation pour nous mettre d'accord sur la cible, effectuer les divers repérages et envisager les rôles de chacun (voir 2e partie).

L'action s'articulait autour de 2 équipes aux rôles distincts. Une équipe de quelques faux clients agissant discrètement et de manière autonome, et une équipe plus nombreuse d'agitateurs visibles et très bruyants.

La 1re composée de quelques personnes, est rentrée dans le supermarché plusieurs dizaines de minutes avant la deuxième équipe. Les faux clients étaient grimmés (fausses lunettes de vue, bonnets, fringues chopées à Emmaüs…) afin de ne pas être reconnus sur les caméras dans le cadre d'une éventuelle enquête. L'idée fut bien de rentrer séparément dans le magasin à la manière de consommateurs lambda, puis de tranquillement faire ses courses, en choisissant bien sûr un maximum de trucs chers et bons ! Le tout dans des cabas plutôt que dans des caddies afin d'avoir plus de mobilité au moment de la sortie. Au moment où la deuxième équipe arrive, c'est le moment pour cette 1re équipe de s'approcher des caisses et de l'entrée/sortie du magasin...

Pendant ce temps, la 2e équipe avait un

rendez-vous proche du magasin à l'abri des caméras. Après comptage, et vu le nombre suffisant de participants, les dernières consignes furent rappelées avant de se mettre en route. Tout le monde était cette fois-ci déguisé façon carnaval, style perruques fluos et grosses lunettes afin d'attirer l'attention. Chacun a son rôle. Certains restent dehors pour guetter une éventuelle intervention ou tout autre problème venant de l'extérieur. Deux autres personnes sont chargées de garder la porte du magasin ouverte pour favoriser la retraite et bloquer une éventuelle baissée de rideaux. Le gros des troupes rentre dans le magasin en chantant des slogans, balançant des confettis et distribuant des tracts aux employés et aux clients. Certains sont chargés de s'avancer dans les rayons afin d'attirer les vigiles à l'intérieur du magasin pour faciliter la sortie de la première équipe.

Les 2 premières minutes créent une situation loufoque et bordélique dont nous voulions profiter. C'est à ce moment-là que

les gens de la 1re équipe sortent un par un par l'entrée du magasin, totalement invisibles au milieu des gens bariolés. Le portique sonne mais personne ne capte hormis une caissière qui laisse faire avec un sourire complice. Dans l'agitation générale les vigiles et le gérant du magasin sont dépassés. L'équipe 1 arrive ainsi à sortir plusieurs cabas pleins ! Une fois dehors ils se suivent jusqu'à la voiture qui a été garée en amont dans une rue proche des lieux (toujours à l'abri des caméras et des passants), en vérifiant ne pas avoir été suivis, ils chargent les marchandises et disparaissent rapidement.

Quelques minutes après que la 1re équipe soit sortie quelqu'un sonne le retrait au 2e groupe qui sort alors ensemble et solidairement jusqu'au point de dissolution décidé en amont.

Ce soir-là saumon, foie gras et bonnes bouteilles seront au menu... avec une saveur particulière, celle du plaisir de la réappropriation collective !

Ni Dieu, ni César, ni Père Noël !
Ne comptons que sur nous-mêmes !

Quelques précisions

« Le lieu et la date importent peu dans ce petit récit, disons simplement qu'on était en pleines fêtes de fin d'année ce qui est important par rapport à la surfréquentation des supermarchés à cette époque facilitant le fait de se fondre dans la masse. L'action visait à se réapproprier des marchandises dans un supermarché tout en menant une intervention contre la « vie chère », et d'appeler pour cela de manière sécurisée les réseaux constitués dans la lutte en Gilet Jaune.

Prenant acte des échecs répétés des « autoréduc » dans les milieux politiques depuis 20 ans on avait donc décidé de la jouer différemment des dernières tentatives connues. Le terme d'auto-réduction a trop été repris dans une perspective visant à obtenir une baisse des prix à un niveau qui serait « acceptable » (le fameux « juste prix », sûrement celui qui ferait que le prolo ne serait pas en manque de calories pour aller bosser le lendemain...). Cela conduit à instaurer des moments de négociations avec les gérants des supermarchés en vue d'obtenir la réussite politique de l'action. Or c'est durant ce laps de temps que la répression a la possibilité de se mettre en place. Les vigiles et certains salariés s'organisent et le gérant appelle les flics qui envoient des équipes mobiles intervenir rapidement. Nous voulions au maximum éviter cela.

Toutefois la mise en place de ce genre d'action nécessite un vrai travail en amont. Ce qui n'empêche évidement pas les pillages plus spontanés, au contraire... En terme de repérage il s'agissait de trouver le supermarché idéal : ni trop grand ni trop petit. Analyser la fréquentation de la clientèle ainsi que le nombre de vigiles aux différentes heures de la journée. Repérer les caméras du supermarché et surtout des rues adjacentes, pour sortir du magasin, et pour avoir des points de rendez-vous tranquilles, avant et après l'action, et pour les deux équipes.

L'action peut être pensée dans des cadres plus ou moins ouverts à condition d'un minimum de confiance on va dire… En ce qui nous concerne nous avions décidé de faire l'action uniquement si nous étions 50 minimum le jour J, ce qui fut le cas.

Il est primordial que chacun sache précisément son rôle pour que l'action se déroule sans une panique collective. Il est également nécessaire d'insister sur l'importance des horaires et du timing et sur le fait de rester solidaire jusqu'au bout (y compris en cas de suites judiciaires évidemment). Faire un plan des lieux ainsi que du chemin à prendre pour venir et repartir est également un bon moyen de donner confiance aux camarades qui n'étaient pas dans le repérage. »

BRÈVES...

Au travail !

Vous avez peut-être entendu comme nous sur les ondes ou à travers vos écrans que « les employeurs peinent à recruter ». Tous les tenants de l'ordre bourgeois sont d'accord : « la France fait face à une pénurie de main-d'oeuvre ». Pôle Emploi, cette boîte à recenser, gérer et surveiller les parias du capitalisme, a même produit une liste sur laquelle figure « Les 16 métiers qui peinent le plus à recruter ». Les pauuuuvres ! Attention, nous parlons ici des recruteurs bien sûr, ceux qui triment le plus et ne savent plus comment faire face à la demande, non pas de tous ces gens comme vous et moi qui se demandent si le mois prochain leur découvert arrivera le 10, le 15 ou le 20. Sur cette liste figure même le métier d'infirmier... Pourquoi, en effet, ne pas se ruer sur tous ces emplois si alléchants qui n'attendent que nous ?

Eh bien peut-être parce qu'on en a marre de se casser le dos et le moral pour des miettes. Peut-être parce qu'à mesure que les crises s'accumulent c'est aussi le capital qui s'accumule. Peut-être parce que le PIB mondial n'a jamais été aussi important ou peut-être parce que (malgré le contexte !) on a bien kiffé rester quelques temps à la maison aux frais de la princesse. Quoi qu'il en soit il va en falloir des hausses de salaire avant de nous faire retourner taffer. À moins qu'une révolution n'arrive d'ici là et que le travail ne soit devenu qu'une vieille chimère, que l'on vive, rie et se débrouille tous et toutes, main dans la main avec pour seul horizon productif celui de la satisfaction de nos besoins.

Alors, au travail ?!

Abonnez-vous, répandez le seum !

Alors, pour recevoir le SEUM dès sa sortie, abonnez-vous à la lettre d'info sur le site ! Et si le canard vous a plu et que vous souhaitez participer à le diffuser, n'hésitez pas à nous contacter :

DANS LES BOITES AUX LETTRES
LES SALLES D'ATTENTES
LES RAMES DE MÉTRO
SUR LES MARCHÉS
LES LAVERIES
PARTOUT
IMPRIMONS
DIFFUSONS
LE SEUM

SEUM@RISEUP.NET
SEUMREVOLUTION.NOBLOGS.ORG